



CHAPITRE 42

Loi modifiant le Code municipal et concernant certaines municipalités

[Sanctionnée le 23 février 1956]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

C.M.,
a. 43,
remp.

1. L'article 43 du Code municipal, modifié par l'article 17 de la loi 8 George V, chapitre 20, et remplacé par l'article 2 de la loi 19 George V, chapitre 88, est de nouveau remplacé par le suivant:

"43. Aussitôt que possible après la publication de cette proclamation, les secrétaires-trésoriers des corporations locales intéressées doivent donner un avis public de la proclamation qui a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec* conformément à l'article 42."

Id., a. 84,
remp. 2. L'article 84 dudit code est remplacé par le suivant:

"84. Le terme de la charge de maire expire lorsque le nouveau maire est assermenté; celui de la charge de conseiller, à l'ouverture de la première séance générale ou spéciale du conseil tenue après les élections générales."

Id.,
a. 249a,
am.

3. L'article 249a dudit code, édicté par l'article 5 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 50, est modifié en y retranchant, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, les mots "dans les six mois du vote des électeurs".

CHAPTER 42

An Act to amend the Municipal Code and respecting certain municipalities

[Assented to, the 23rd of February, 1956]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Article 43 of the Municipal Code, M.C., amended by section 17 of the act 8 George V, chapter 20, and replaced by section 2 of the act 19 George V, chapter 88, is again replaced by the following: a. 43, replaced.

"43. As soon as possible after the publication of such proclamation, the secretary-treasurer of every interested local corporation, shall give public notice of the proclamation which was published in the *Quebec Official Gazette*, in accordance with article 42."

2. Article 84 of the said Code is replaced by the following: Id., a. 84, replaced.

"84. The term of office of the mayor shall expire when the new mayor is sworn in; that of a councillor at the opening of the first general or special meeting of the council held after the general election."

3. Article 249a of the said Code, enacted by section 5 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 50, is amended by striking out, in the third and fourth lines of the second paragraph, the words "within six months of the voting of the electors". Id., a. 249a, am.

C.M.,
a. 408,
am.

4. Le paragraphe 1 de l'article 408 dudit code, modifié par l'article 1 de la loi 16 George V, chapitre 69, et par l'article 6 de la loi 10 George VI, chapitre 55, est de nouveau modifié

a) en y ajoutant après le mot "municipalité", dans la dernière ligne, les mots "ou se prolongeant en dehors de celle-ci dans le cas où l'expropriation est faite par la corporation municipale où se trouva la principale partie de cet aqueduc";

b) en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Dans le cas d'une expropriation visée au présent paragraphe, la Régie des services publics est substituée aux arbitres qui peuvent être nommés en vertu du titre XXVII du présent code."

Remise de
certaines
archives.

5. Dans les trente jours qui suivent le premier septembre 1956, le secrétaire-trésorier de la corporation du comté d'Hochelaga devra remettre au département des affaires municipales ou au bureau d'enregistrement de Montréal, selon que le ministre des affaires municipales en décidera, les archives de la corporation du comté d'Hochelaga. Cette décision du ministre sera finale.

Force
probante
de copies,
etc.

Toute copie ou extrait de ces archives, certifié et signé par le ministre des affaires municipales, le sous-ministre des affaires municipales ou le registrateur de la division d'enregistrement de Montréal, selon le cas, sera authentique et fera preuve de son contenu.

Existence
prolongée.

6. L'existence légale de la municipalité du village minier de Pascal, dans le comté d'Abitibi-Est, et l'administration de son territoire suivant le mode jusqu'ici en vigueur sont prolongés du 21 décembre 1955 jusqu'au 21 décembre 1960.

Disposi-
tions ap-
plicables.

Les dispositions du chapitre 246 des Statuts refondus, 1941, et de ses amendements s'appliqueront à cette municipalité jusqu'au 21 décembre 1960.

Territoire
partie de
Baie-des-
Sables.

7. Le territoire situé dans le canton de Matane et comprenant les lots de 380 à 398, de 531 à 541, tous inclus, et une partie du lot 756 du cadastre officiel de la paroisse de L'Assomption-de-Notre-Dame ainsi qu'une partie de la rivière Tartigou,

4. Paragraph 1 of article 408 of the said Code, amended by section 1 of the act 16 George V, chapter 69, and by section 6 of the act 10 George VI, chapter 55, is again amended

M.C.,
a. 408,
am.

a. by adding after the word "municipality" in the last line thereof, the words "or extending outside the latter in the case where the expropriation is made by the municipal corporation where the main part of such waterworks is situated";

b. by adding thereto the following paragraph:

"In the case of an expropriation provided for in this paragraph, the Public Service Board shall replace the arbitrators who may be appointed under Title XXVII of this code."

5. Within the thirty days following the first of September, 1956, the secretary-treasurer of the corporation of the county of Hochelaga shall send to the Department of Municipal Affairs or to the registry office of Montreal, according to what the Minister of Municipal Affairs may decide, the records of the corporation of the county of Hochelaga. Such decision of the Minister shall be without appeal.

Sending
of certain
records.

Any copy of or extract from such records, certified and signed by the Minister of Municipal Affairs, the Deputy Minister of Municipal Affairs or the registrar of the registration division of Montreal, shall be as the case may be, authentic and shall be evidence of its contents.

Evidence
of copies.

6. The legal existence of the municipality of the mining village of Pascal, in the county of Abitibi-East, and the administration of its territory in the manner heretofore in force, are extended from the 21st of December, 1955, to the 21st of December, 1960.

Existence
extended.

The provisions of chapter 246 of the Revised Statutes, 1941, and its amendments shall apply to such municipality until the 21st of December, 1960.

Provisions
to apply.

7. The territory situated in the township of Matane and comprising lots 380 to 398, 531 to 541, all inclusive, and a part of lot 756 of the official cadastre for the parish of L'Assomption-de-Notre-Dame, and a part of Tartigou river, the whole

Territory
part of
Baie-des-
Sables.

le tout renfermé dans les limites suivantes, à savoir: vers le sud-ouest, la ligne séparative des cantons de Matane et de Macnider; vers l'est, l'axe de la rivière Tartigou; vers le nord, la rive du fleuve Saint-Laurent, est réputé faire partie de la municipalité de Baie-des-Sables depuis son érection le premier janvier 1859, sous le nom de "municipalité du canton de Macnider".

Actes
valides.

Les actes administratifs de la corporation du canton de Macnider et de la corporation de Baie-des-Sables, à l'égard de ce territoire, sont réputés avoir été faits légalement pourvu qu'il s'agisse d'actes relevant de la juridiction d'une corporation locale.

Territoire
partie de
Saint-
Anaclet-
de-Lessard.

8. Le territoire situé dans le canton de Neigette et comprenant, en référence au cadastre officiel dudit canton, les lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne de division entre le canton de Neigette et la seigneurie de Lessard avec la ligne nord-est du lot 11, rang I; de là, successivement, ladite ligne nord-est du lot 11, rang I, étant la ligne nord-est du lot 11 de l'arpentage primitif; la ligne nord-est du lot 6, rang II, étant le prolongement de la ligne précédente dans le lot 6 de l'arpentage primitif; la ligne séparative des rangs II et III en allant vers le sud-ouest; la ligne sud-ouest du lot 37, rang II et du lot 61, rang I et enfin une ligne brisée séparant le canton de Neigette des seigneuries de Rimouski et de Lessard en allant vers le nord-est jusqu'au point de départ, est réputé faire partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Anaclet-de-Lessard, comté de Rimouski, depuis l'annexion dudit territoire à la paroisse civile et religieuse de Saint-Anaclet-de-Lessard, le 27 juin 1892.

Actes
valides.

Les actes administratifs de la corporation de la paroisse de Saint-Anaclet-de-Lessard à l'égard de ce territoire sont réputés avoir été faits légalement pourvu qu'il s'agisse d'actes relevant de la juridiction d'une corporation locale.

contained within the following limits, to wit: on the south-west, the dividing line between the townships of Matane and Macnider; on the east, the center line of Tartigou river; on the north, the bank of the St. Lawrence river, shall be deemed to form part of the municipality of Baie-des-Sables since its erection on the first of January, 1859, under the name of "municipality of the township of Macnider".

The administrative acts of the corporation of the township of Macnider and the corporation of Baie-des-Sables, respecting such territory, shall be deemed to have been done legally provided it deals with acts within the jurisdiction of a local corporation.

Valid
acts.

8. The territory situated in the township of Neigette and comprising, with reference to the official cadastre of the said township, the lots and their present or future subdivisions as well as the roads, rivers, lakes, water-courses or parts of the same included within the following limits, to wit: starting from the point of intersection of the dividing line between the township of Neigette and the seignory of Lessard with the northeast line of lot 11, in range I; thence, successively, the said northeast line of lot 11, range I, being the northeast line of lot 11 of the original survey; the northeast line of lot 6, range II, being the extension of the preceding line in lot 6 of the original survey; the dividing line between ranges II and III proceeding southwest; the southwest line of lot 37, range II and of lot 61, range I, and finally a broken line dividing the township of Neigette from the seignories of Rimouski and Lessard proceeding north-east to the starting point, shall be deemed to have formed part of the municipality of the parish of Saint-Anaclet-de-Lessard, county of Rimouski, since the said territory was annexed to the civil and religious parish of Saint-Anaclet-de-Lessard on the 27th of June, 1892.

Territory
part of
Saint-
Anaclet-
de-Lessard.

The administrative acts of the corporation of the parish of Saint-Anaclet-de-Lessard respecting such territory shall be deemed to have been done legally provided it deals with acts within the jurisdiction of a local corporation.

Valid
acts.

Disposi-
tions ap-
plicables.

9. Les dispositions de l'article 249a du Code municipal, tel que modifié par l'article 3 de la présente loi, s'appliquent aux règlements adoptés sous l'autorité dudit article 249a du Code municipal depuis le dix février 1955.

Entrée en
vigueur.

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

9. The provisions of article 249a of the Municipal Code, as amended by section 3 of this act, shall apply to the by-laws adopted under the authority of the said article 249a of the Municipal Code since the 10th of February, 1955.

10. This act shall come into force on the day of its sanction.

Provisions
to apply.

Coming
into force.